

# Le Canada et l'Afrique

CAL  
EA965  
C11  
#27 mars/86  
BOC:

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E  
  
3 5036 01031330 5



Coopération canado-africaine  
Expertise en gestion  
De gros chantiers

Supplément :

**EXPO 86**

## Coopération canado-tunisienne

*Similitude des objectifs économiques et commerciaux*

**L**ES 30 et 31 octobre 1985, se sont tenus à Ottawa les travaux de la Commission bilatérale canado-tunisienne. Du côté tunisien, le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères de la Tunisie chargé de la coopération internationale, M. Ahmed Ben Arfa, était entouré d'une importante délégation composée de hauts fonctionnaires. Cette neuvième session de la Commission bilatérale était présidée par l'Honorable Monique Vézina, ministre canadien des Relations extérieures.

Tout au long des séances de travail et à l'occasion des nombreuses rencontres qui ont eu lieu, les deux délégations ont échangé et discuté des moyens politiques, techniques et financiers visant à améliorer le programme de coopération entre les deux pays. Les mécanismes de financement en place ont été revus et certains ont vu leur enveloppe substantiellement augmentée, en particulier ceux touchant le secteur de la coopération humaine et institutionnelle. Par ailleurs, d'autres mécanismes, davantage liés à la coopération économique, ont été mis en place telle une subvention pour des produits de base et la création d'un fonds de contrepartie.

Soulignons que deux volets composent l'ensemble de la coopération entre le Canada et la Tunisie. Le volet de la coopération humaine et celui de la coopération économique. Le premier regroupe des projets d'assistance technique et de formation à frais partagés entre les deux pays ainsi qu'une importante contribution aux activités favorisant le développement et les activités de la coopération institutionnelle.

Le programme de coopération économique offre un éventail d'instruments flexibles visant avant tout à répondre aux attentes des hommes d'affaires canadiens et tunisiens lorsque leurs objectifs commerciaux et les

*Le programme de coopération économique canado-tunisien offre un éventail d'instruments flexibles visant avant tout à répondre aux attentes des hommes d'affaires canadiens et tunisiens.*



objectifs tunisiens en matière de développement économique coïncident. Il s'agit, par exemple, d'une ligne de crédit mixte ACDI/SEE, d'un fonds d'appui au développement de la petite et moyenne entreprise (FAPME), d'un programme de coopération industrielle très actif et des deux nouveaux instruments que nous avons mentionnés plus haut; la subvention pour la fourniture de produits de base et le fonds de contrepartie.

La préoccupation principale du gouvernement tunisien en ce qui a trait à l'équilibre de sa balance commerciale avec tous ses partenaires a été un thème constant des discussions. Le Canada s'est dit très sensible à ce problème et disposé à utiliser tous les instruments de coopération en place pour aider la Tunisie à développer de nouveaux marchés

ainsi qu'à participer à l'effort visant la substitution aux importations.

Le ministre Ahmed Ben Arfa a eu l'occasion de s'entretenir outre avec Mme Vézina, avec l'Honorable Guy Charbonneau, président du Sénat, l'Honorable André Bissonnette, ministre d'Etat (Petites entreprises), l'Honorable Suzanne Blais-Grenier, ministre d'Etat (Transports), l'honorable Benoît Bouchard, secrétaire d'Etat du Canada, l'Honorable Andrée Champagne, ministre d'Etat (Jeunesse) ainsi que l'Honorable James Kelleher, ministre du Commerce extérieur. Le ministre Ben Arfa a également rencontré de hauts fonctionnaires canadiens dont le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures et la présidente de l'Agence canadienne de Développement international. ■

# D'un pays à l'autre

### Un voyage remarqué

**M**ME Monique Vézina, ministre des Relations extérieures du Canada, a effectué, du 7 au 17 janvier 1986, un long périple de travail qui l'a conduit successivement au Gabon, au Sénégal et au Niger.

Dans le cadre de ce voyage, Mme Vézina qui était accompagnée d'une importante délégation de hauts responsables du ministère des Relations extérieures et de l'ACDI, a présidé aux travaux des commissions conjointes dans ces trois pays.

Conformément aux recommandations de la II<sup>e</sup> session de la Commission bilatérale canado-gabonaise, tenue à Ottawa du 30 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 1983, les travaux de la II<sup>e</sup> session de ladite Commission se sont déroulés à Libreville, du 9 au 12 janvier 1986.

La délégation gabonaise était conduite par S.E. Martin Bongo, ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération et comprenait notamment S.E. Mme Honorine Dossou-Naki, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération.

La délégation canadienne était conduite par l'Honorable Monique Vézina, ministre des Relations extérieures et comprenait en outre LL. EE. Jean Guy Hudon, député et secrétaire parlementaire du ministère des Relations extérieures et de Bernard Dussault, ambassadeur du Canada au Gabon.

Au cours de son séjour, l'Honorable Monique Vézina a été reçue en audience par S.E.M. El Hadji Omar Bongo, président de la République gabonaise à qui elle a remis le message d'amitié que lui a adressé M. Brian Mulroney, Premier ministre du Canada. Le président de la République lui a demandé de transmettre en retour au Premier ministre du Canada ses sentiments de profonde estime et a réitéré à cette occasion l'invitation faite à ce dernier de visiter le Gabon à

une date de sa convenance. Au terme de cette audience, l'avenant concernant la construction de l'immeuble des Affaires étrangères et de la Coopération a été signé.

Par ailleurs, Mme Vézina a eu d'importants entretiens avec son homologue, M. Martin Bongo.

Les deux personnalités ont procédé à un large échange de vues approfondi sur les relations qui existent entre le Canada et le Gabon et sur les questions internationales présentant un intérêt commun. Un accent parti-

culier a été mis sur l'évolution récente de leur coopération dans tous les domaines et sur l'esprit d'amitié qui la sous-tend et l'anime.

Durant son séjour, l'Honorable Monique Vézina s'est également entretenu avec plusieurs membres du gouvernement de la République.

Les deux parties ont réaffirmé leur volonté de renforcer et de diversifier leur coopération culturelle, scientifique et technique en privilégiant la mise en valeur des ressources humaines et la promotion des petites et



● Mme Monique Vézina, ministre des Relations extérieures du Canada.

moyennes entreprises. Dans cet ordre d'idées, elles se sont félicitées de l'adoption du principe de la reconduction de l'accord de prêt entre l'Agence canadienne de Développement international et le gouvernement gabonais.

Les deux parties ont été unanimes à reconnaître le rôle essentiel joué par les opérateurs entre le Gabon et le Canada. Elles ont aussi estimé que la signature du protocole d'accord de siège du Centre canadien des études et de coopération internationale en République gabonaise tout comme celles du contrat commercial du projet média-village entre le ministère de la Culture, des Arts et de l'Éducation populaire et l'Entreprise Teccart International et de la Convention de financement de l'inventaire minier constituent une étape importante dans le renforcement des relations multiformes entre les deux pays.

Passant ensuite à l'examen des problèmes politiques de l'heure les deux parties ont réaffirmé leur volonté de continuer à œuvrer pour la paix et la sécurité, notamment en Afrique.

Elles ont exprimé le souhait de voir le sommet de la francophonie qui se tiendra à Paris en février 1986, devenir un forum privilégié où les chefs d'État et de gouvernement confronteront

leur perception des problèmes politiques et économiques du monde.

Abordant les questions relatives à la situation en Afrique australe, les deux parties ont exprimé leur inquiétude devant les graves risques que font courir à la paix dans cette sous-région, le maintien de l'apartheid et le non-respect par les autorités sud-africaines de la Résolution 435 du Conseil de Sécurité des Nations unies sur la Namibie. Elles ont, en outre, réaffirmé leur soutien aux pays exposés aux attaques des troupes sud-africaines.

Les entretiens entre les deux parties se sont déroulés dans une atmosphère empreinte de franchise et de compréhension mutuelle.

Au terme de son séjour, l'Honorable Monique Vézina a tenu à exprimer sa gratitude à S.E. Martin Bongo et à travers lui au président de la République, chef de l'État, S.E. El Hadji Omar Bongo, au gouvernement et au peuple gabonais tout entier pour l'accueil spontané et chaleureux qui lui a été réservé ainsi qu'à la délégation canadienne.

Les deux parties sont convenues que la IV<sup>e</sup> session de la Commission bilatérale canado-gabonaise se tiendra au Canada à une date qui sera fixée ultérieurement, par voie diplomatique.

### Au Sénégal

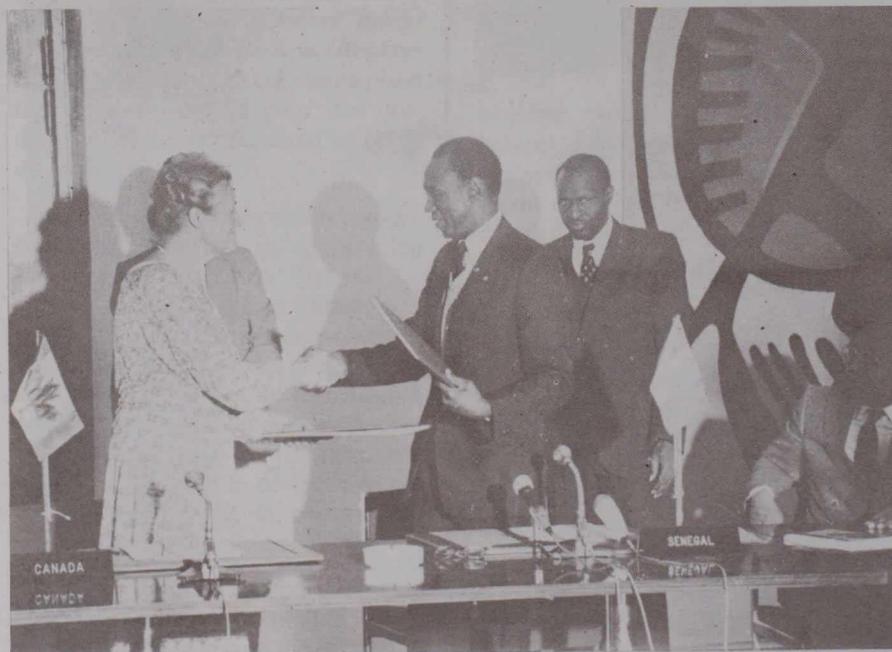
Au Sénégal où Mme Vézina a effectué une visite officielle, sur l'invitation du gouvernement sénégalais, du 12 au 15 janvier. Elle y a procédé avec S.E. M. Mamoudou Touré, ministre de l'Économie et des Finances du Sénégal, à l'ouverture des travaux de la troisième Commission bilatérale canado-sénégalaise.

Dans son discours d'ouverture, M. Touré a souligné l'excellence des relations entre les deux pays, renouvelé la satisfaction du Sénégal quant à la qualité de l'assistance canadienne et rappelé tout l'humanisme qui imprègne la coopération canado-sénégalaise. Il a ajouté que les relations entre les deux pays «ont su résister à la conjoncture économique internationale difficile».

Pour sa part, Mme Vézina a souligné l'importance que le Canada attache à sa coopération avec le Sénégal et a indiqué le souhait de consolider les acquis durant les prochaines années tout en appuyant les objectifs du plan de redressement du gouvernement sénégalais. Elle a en outre, souligné le souhait du gouvernement canadien d'associer le secteur privé à la réalisation des différents projets et l'appui que les firmes et les sociétés canadiennes peuvent apporter dans le cadre des efforts de redressement que le gouvernement sénégalais a entrepris. Ainsi des lignes de crédit seront mises en place pour la création d'emplois et la promotion des entreprises privées, entre autres, notamment dans le secteur des pêches.

Dans le cadre du renforcement de la coopération existante, la Commission a réitéré l'importance des secteurs de la pêche, notamment de la pêche artisanale, et de la foresterie et a manifesté sa satisfaction quant à leur évolution. Elle a convenu de renforcer les actions passées dans ces deux secteurs ainsi que dans le secteur de la formation et le développement des ressources humaines.

Au cours de son séjour, Mme Vézina a été reçue en audience par S.E. M. Médoune Fall, ministre des Forces armées, à qui elle a remis un message d'amitié et de fraternité du



● Une poignée de main chaleureuse après la signature du communiqué conjoint canado-sénégalais par Mme Monique Vézina et M. Mamoudou Touré, ministre de l'Économie et des Finances.

Très Honorable Brian Mulroney, Premier ministre du Canada à S.E. M. Abdou Diouf, président de la République.

Elle a également rencontré le président de l'Assemblée nationale et les ministres de l'Éducation nationale, du Développement rural, de l'Hydraulique, de la Protection de la Nature et du Commerce.

Elle a, par ailleurs, visité en compagnie de Mme Mantoulaye Guène, ministre du Développement social, le projet de développement rural intégré à Podor, financé par l'Agence canadienne de Développement international et géré par l'OFADEC.

Les entretiens qu'elle a eus avec les autorités sénégalaises ont porté outre la situation économique du Sénégal, sur les grands dossiers de la politique internationale.

La visite officielle de Mme Vézina au Sénégal a permis de constater l'exemplarité des relations entre le Canada et le Sénégal.

### Au Niger

A l'occasion de sa visite officielle au Niger, du 15 au 17 janvier, l'Honorable Monique Vézina a été reçue en audience par S.E. le Général de brigade Seyni Kountché, président du Conseil militaire suprême et chef de l'État. Cet entretien a permis de constater la volonté manifeste des autorités nigériennes et canadiennes de travailler de concert au développement des liens entre les deux pays. Le ministre canadien a remis au chef de l'État un message du Premier ministre du Canada, le Très Honorable Brian Mulroney, saluant l'excellence des relations entre les deux pays et lui faisant part de l'importance qu'il attachait à la tenue du sommet des chefs d'État des pays francophones qui se tiendra en février à Paris.

Au cours de cette visite, l'Honorable Monique Vézina a eu une rencontre avec les membres de l'Association des femmes du Niger avec qui elle a discuté de la place de la femme dans le développement.

Mme Vézina s'est aussi rendue à Kirkissoye pour y visiter un projet de production laitière financé par l'Agence canadienne de Développement international.

La visite de Mme Vézina au Niger a

été marquée par la signature d'un nouvel accord général de coopération, au terme de la 8<sup>e</sup> session des consultations bilatérales nigéro-canadiennes tenues à Niamey, les 14 et 17 janvier.

La nouvelle programmation entérinée par la signature de cet accord général de coopération, procède de la problématique centrale de la région sahéenne, celle de la désertification et vise à contribuer à l'établissement d'un nouvel équilibre socio-écologique. Axées sur le développement du potentiel humain, les interventions futures seront conçues en fonction de trois thèmes prioritaires : la stabilisation du couvert végétal, l'équilibre alimentaire et le développement énergétique.

Au sujet du programme de coopération, les deux parties ont fait le point sur les projets en cours de réalisation et ont défini les orientations des opérations futures, s'articulant autour des trois thèmes prioritaires susmentionnés. La partie canadienne a pu constater les efforts consentis par le Niger sur tous les plans, y compris les mesures d'austérité financière, et les résultats impressionnants obtenus par le programme des cultures de contre-saison. A cet effet, la partie canadienne a annoncé un don de 100.000 dollars destinés à

l'acquisition de biens et d'équipements en appui à la campagne des cultures de contre-saison. Les parties ont examiné les nouvelles orientations du programme de coopération qui contribuera à appuyer le développement économique et social du Niger dans les prochaines années.

Le Canada a réaffirmé son engagement envers l'Afrique en général et le Sahel et le Niger en particulier. Il a donné l'assurance de sa collaboration active du développement du programme de coopération dans la mesure des ressources humaines et financières disponibles.

Les deux délégations ont également examiné l'état des relations commerciales entre les deux pays et sont convenues de rechercher des voies et moyens visant à accroître le volume des échanges.

Les deux délégations se sont félicitées du climat constructif et ouvert qui a marqué les travaux. Elles ont à cet égard observé que les résultats positifs auxquels la réunion a donné lieu ne manqueront pas d'imprimer un nouvel élan à la coopération et au dialogue politique entre les deux parties.

Tout au long de son voyage, Mme Vézina et sa suite ont reçu un accueil chaleureux et empreint de grande cordialité. ■



● Lors de son séjour au Sénégal, Mme Vézina a visité, en compagnie de Mme Mantoulaye Guène, ministre du Développement social, le projet agricole d'OFADEC à Podor.

# Un bilan positif

*Consolidation des relations commerciales canado-camerounaises*

**A**VRIL 1982 a constitué un tournant dans la coopération économique canado-camerounaise. L'Association canadienne d'exportation (ACE), mandatée par l'Agence canadienne de Développement international, démarrait un projet de coopération avec le Centre national pour l'assistance aux petites et moyennes entreprises (CAPME).

L'objectif du projet était d'identifier des projets de co-participation (joint venture) au Cameroun susceptibles d'intéresser des entrepreneurs canadiens afin d'appuyer les efforts de développement industriel du Cameroun tout en resserrant les liens économiques entre le Canada et le Cameroun.

Le bilan des trois premières années confirme les espoirs mis dans ce projet : l'ACE a participé à l'organisation de quatre missions d'hommes d'affaires canadiens au Cameroun et trois missions d'hommes d'affaires et officiels camerounais au Canada dont les très réussies Journées économiques camerounaises au Canada qui ont eu lieu en mai 1985.

Derrière ces statistiques et ces dates, nous avons voulu en savoir davantage avec M. Robert Noble, directeur des relations publiques à l'ACE, qui a conduit la dernière mission d'hommes d'affaires canadiens au Cameroun, du 20 septembre au 4 octobre 1985.

**Le Cda-Afrique :** *Monsieur Noble, pouvez-vous nous présenter votre association ?*

**Robert Noble :** L'Association canadienne d'exportation est un organisme privé à but non-lucratif. Elle regroupe quelque 1.000 sociétés canadiennes désireuses de promouvoir les relations d'affaires entre le Canada et les pays étrangers.

**Le Cda-Afrique :** *Comment fonctionne-t-elle au Cameroun ?*

**Robert Noble :** Pendant quelques années, le programme canadien de coopération industrielle avait permis

à des sociétés canadiennes d'effectuer des démarches en vue de développer des entreprises en co-participation avec des intérêts camerounais. Certaines de ces initiatives ont eu pour résultat la création effective de sociétés canado-camerounaises.

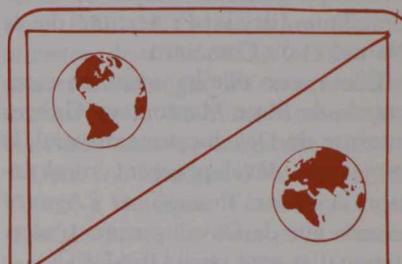
Forte de cette expérience, l'ACDI a endossé les recommandations du secteur privé canadien dont l'Association canadienne d'exportation, en vue d'instaurer un mécanisme plus permanent afin de développer et d'appuyer les efforts d'association entre les milieux d'affaires privés canadiens et camerounais. Grâce à une contribution financière de l'ACDI, l'ACE a décidé, de concertation étroite avec les autorités camerounaises, d'affecter à Douala un directeur résident.

**Le Cda-Afrique :** *Quelles sont les fonctions dévolues au directeur résident ?*

**Robert Noble :** Le directeur résident a deux fonctions déterminantes : il agit à titre de conseiller auprès de la Direction nationale au Centre national d'assistance aux petites et moyennes entreprises (CAPME) et au profit de la PME camerounaise d'une part. D'autre part, il conseille les industriels et hommes d'affaires canadiens et camerounais du secteur privé. Permettez-moi de rappeler que le CAPME est un organisme public, placé sous la tutelle du ministère du Commerce et de l'Industrie du Cameroun. Il a pour objectif d'assurer la promotion des PME camerounaises et de les assister dans leurs efforts de stabilisation et de développement. De plus, le CAPME a pour mandat de coordonner les actions des organismes œuvrant dans le domaine de la promotion des PME.

**Le Cda-Afrique :** *Quelle forme donnez-vous à votre action au Cameroun ?*

**Robert Noble :** La forme actuelle donnée à notre action au Cameroun a deux composantes : la composante permanente au Cameroun qui est le directeur résident de l'ACE et la



### L'ACE maintient le cap

L'Association canadienne d'exportation (ACE), institution privée sans but lucratif, rassemble près de 1000 sociétés installées au Canada. Elle publie deux bulletins mensuels, *Export News* et *Review & Digest* qui ont pour objectif de fournir aux membres toutes informations utiles.

Mandatée par l'Agence canadienne de Développement international, elle poursuit au Cameroun, depuis 1982, avec le Centre national pour l'assistance aux petites et moyennes entreprises (CAPME) un projet de coopération industrielle et de développement des PME et PMI camerounaises. L'objectif du projet est d'identifier des projets de co-participation (joint venture) au Cameroun, susceptibles d'intéresser les entrepreneurs canadiens, afin d'appuyer les efforts de développement industriel du Canada tout en resserrant les liens économiques entre le Canada et le Cameroun. L'ACE est représentée à Douala par M. Louis Dubourg, directeur résident auprès de CAPME.

composante gestion et soutien au Canada. Les industriels et hommes d'affaires, camerounais comme canadiens, perçoivent la présence permanente d'un service de coopération industrielle privée au Cameroun comme très positive. Elle leur donne

confiance pour la création de projets et leur soutien à long terme.

Du côté canadien, l'association constitue, conserve et exploite tous les dossiers de projets que notre directeur résident adresse au Canada, ou inversement, et informe, sensibilise et recherche les promoteurs canadiens. Elle suit en outre les projets dans leurs différentes étapes, en liaison étroite avec le directeur résident au Cameroun.

**Le Cda-Afrique :** *Quelles sont les perspectives d'avenir ?*

**Robert Noble :** Nous sommes fiers des résultats obtenus à ce jour. Mais ils restent fragiles et même incomplets. Nous considérons que le projet a tout juste franchi l'étape préliminaire des buts recherchés, buts qui ne peuvent être réalisés qu'à moyen et long terme. C'est pourquoi nous

avons récemment proposé à l'ACDI la poursuite du projet en phase III (1<sup>er</sup> janvier 1985 au 31 décembre 1986).

Les objectifs et activités à entreprendre durant cette phase découlent des expériences acquises et des résultats des phases antérieures.

Pendant la période passée, nous avons mis l'accent sur les missions de groupes canadiens et camerounais à partir de nos propres contacts. Maintenant que dix-huit projets sont à la phase de pré-faisabilité et que les partenaires sont connus, l'accent sera mis sur les études de viabilité. Ces études sont un préalable nécessaire à l'engagement des promoteurs, une fois ceux-ci identifiés. Dans certains cas, il s'agira de faire des études préalables sur des secteurs déterminés jugés favorables a priori mais dont on saisit mal les composantes et l'orientation à donner.

### Du bois camerounais en Colombie-Britannique

John Haan est président-directeur général de la Tropical Marine Timbers Co. Ltd., société sise en Colombie-Britannique, spécialisée dans l'importation des bois durs tropicaux pour l'Amérique du Nord. Il a participé à la dernière mission des hommes d'affaires canadiens au Cameroun et s'est volontiers prêté au jeu de questions de notre revue.

**Le Cda-Afrique :** *Qu'est-ce qui vous a poussé à vous joindre à une mission d'industriels au Cameroun ?*

**John Haan :** J'étais curieux de pouvoir vérifier moi-même, sur place, tout le bien qu'on dit du Cameroun. Le Cameroun bénéficie d'une très bonne réputation en Amérique du Nord, et donc évidemment aussi en Colombie-Britannique. De plus, les Camerounais passent pour de grands travailleurs. Autant de choses qu'il fallait découvrir soi-même.

**Le Cda-Afrique :** *Vous n'êtes tout de même pas venu d'aussi loin juste pour satisfaire votre curiosité ?*

**John Haan :** Bien sûr que non, même si la curiosité a été l'élément détonateur de mon intérêt pour le Cameroun. Il se trouve que nous nous sommes spécialisés dans l'importation de bois durs tropicaux, notamment de l'azobé. Or, l'azobé provient essen-

tiellement du Cameroun, par l'entremise d'un fournisseur néerlandais dont nous sommes l'unique distributeur en Amérique du Nord.

**Le Cda-Afrique :** *Quelle est la nature des projets que vous avez présentés à vos partenaires camerounais ?*

**John Haan :** Nous avons étudié avec mes partenaires camerounais la possibilité de créer une société de production et de transformation qui ferait la promotion et élargirait notre marché de bois durs tropicaux du Cameroun dans le marché nord-américain. Nous pensons notamment aux essences suivantes : l'azobé, l'iroko et l'afpalia. Nous sommes prêts à fournir la technologie nécessaire pour que les Camerounais puissent développer leurs techniques de sciage et de fabrication afin de réduire les pertes et d'optimiser la disponibilité de la ressource «bois».

**Le Cda-Afrique :** *Quelles impressions emportez-vous au Canada de votre premier contact avec des partenaires camerounais ?*

**John Haan :** Nombreuses impressions très positives. J'ai été édifié par le besoin des Camerounais d'agir et de faire avancer et développer leur pays. Leurs ressources inépuisables sont des garanties sûres. De plus, tout le bien que j'entendais du pays, s'est confirmé par les faits. Je pense pouvoir revenir très bientôt.

### Un défi relevé par De Havilland Aircraft à Yaoundé

Au cours d'une brillante cérémonie, réunissant autour de l'ambassadeur du Canada au Cameroun tout l'Etat-major de l'armée camerounaise, les Forces armées camerounaises ont repris possession d'un de leurs aéronefs du type «Buffalo» de De Havilland Aircraft, endommagé en 1983 à la suite d'un accident d'atterrissage sur la piste de l'aéroport de Yaoundé.

L'histoire remonte au 26 octobre 1983. Alors qu'il amorce l'atterrissage, le «Buffalo» sort de la piste, s'écrase dans un ravin et est endommagé à 50 %. Plutôt que d'abandonner la carcasse de l'appareil accidenté, les autorités camerounaises décident de le remettre en état et font appel au constructeur, la firme De Havilland Aircraft Canada Limited.

Pendant sept mois, sous un hangar de fortune (l'aéroport de Yaoundé n'est pas équipé d'installations de réparation), les techniciens de De Havilland, assistés de leurs collègues de l'armée de l'air camerounaise, s'affairent à la résurrection de l'aéronef. Lorsque l'appareil reprend l'air le mardi 15 octobre 1985, peu sont ceux qui y croient.

A Yaoundé, tous ceux qui ont approché l'aéronef après son accident, assimilent la performance des techniciens de De Havilland à un miracle.

Les avantages de cette prouesse sont nombreux : il a permis un gain de temps, un gain d'argent et la collaboration étroite pendant sept mois entre les techniciens canadiens et camerounais. D'autre part les autorités administratives du Cameroun et celles du Canada ont créé des liens susceptibles d'aboutir à de fructueux développements.

## De gros chantiers

*Percée des sociétés d'ingénieurs canadiens en Afrique*

### ... La Société LAVALIN INTERNATIONAL

**L**A Société Lavalin a son siège à Montréal tandis que la division **Lavalin International** est implantée en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe et en Amérique latine. Depuis son avènement sur la scène internationale, Lavalin a évolué dans plus de 90 pays.

La Société Lavalin a un effectif de 5.000 personnes et un chiffre d'affaires de 500 millions de dollars (1983). Au sud du Sahara, les projets de Lavalin approchent actuellement du nombre de 60 et concernent une vingtaine de pays. Des bureaux permanents sont ouverts en Algérie, au Cameroun, en Côte-d'Ivoire, au Kenya et au Nigéria.

Installée en Côte-d'Ivoire depuis le mois de janvier 1981, la Société Lavalin a conduit plusieurs travaux,

notamment pour le compte du ministère de l'Agriculture et des Eaux et Forêts, dans le cadre de l'assistance technique, à la société **Forexi**, pour la gérance et la surveillance des équipes de forage du projet de 7.000 puits dans les zones rurales ivoiriennes.

Pour le même ministère, Lavalin a effectué une étude sur les entreprises de formation de bois et conduit une mission d'assistance technique auprès du **BETPA**.

Enfin, pour le compte du ministère des Mines, Lavalin a réalisé une étude de faisabilité sur le potentiel gazier en Côte-d'Ivoire.

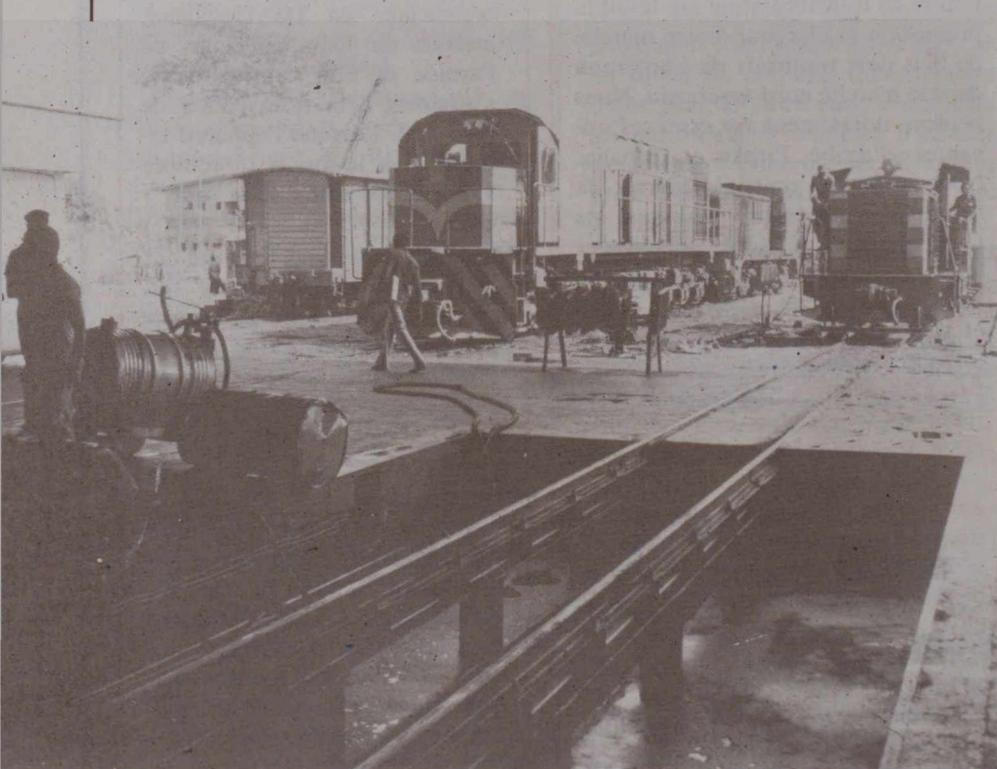
Bien que les activités de la Société Lavalin soient importantes en Côte-d'Ivoire, c'est au Cameroun que se concertent les projets majeurs de Lavalin en Afrique centrale et occidentale. Pour la seule année 1985, on y compte une douzaine de projets qui commencent, se poursuivent ou finissent. Parmi ces projets, on peut citer :

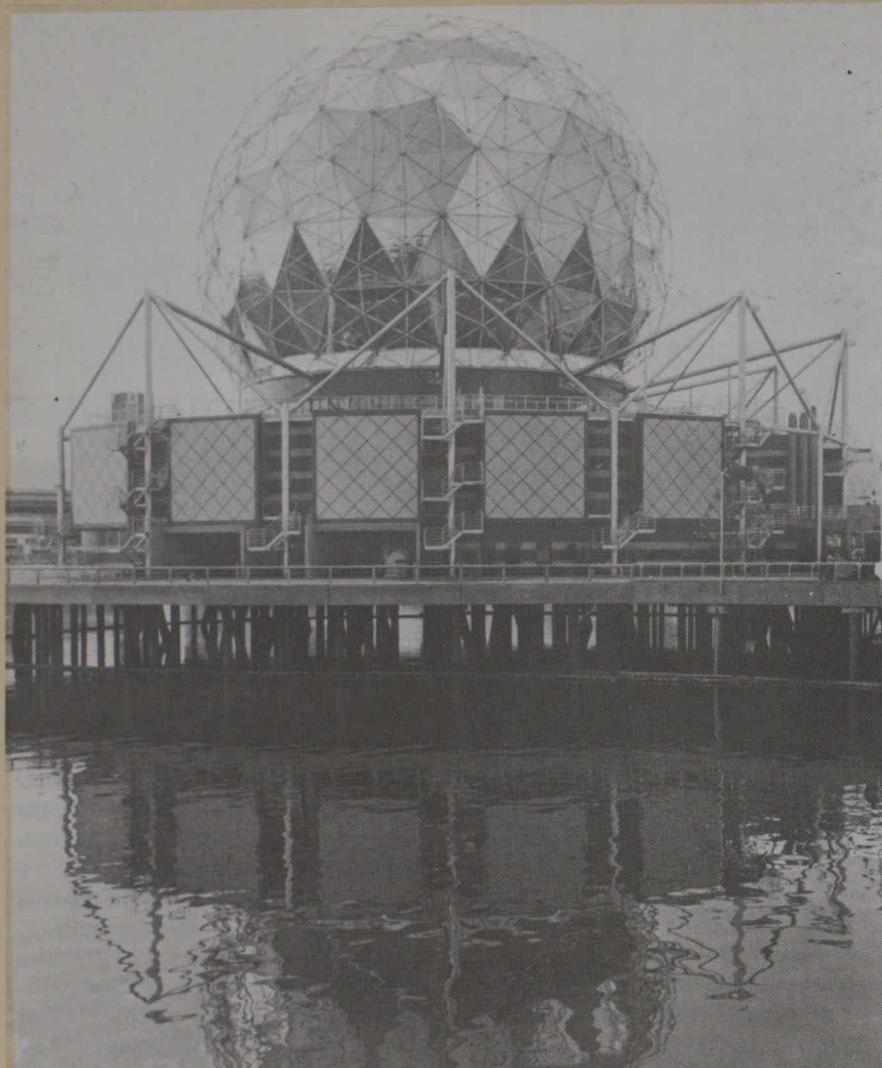
- la réalisation du 4<sup>e</sup> projet routier,
- la construction de nouvelles installations d'aqueduc,
- la planification des affaires socio-économiques (ministère des Affaires sociales),
- le plan de transport dans le cadre du 5<sup>e</sup> projet routier,
- la réalisation de la route Sang-Mélina-Ekoning-Messock,
- l'évaluation et la reconstruction de 2.400 km de routes du réseau bitumé,
- le traitement et la distribution de l'eau potable (pour la société nationale des eaux),
- la préparation du bilan énergétique pour une année de base,
- la construction de la route de l'abattoir de Bonendale à Douala,
- la couverture par photos aériennes de la région de Kumba-Mbanga,
- la cartographie aérienne (pour Air Afrique),
- la cartographie pour 21 villages camerounais.

En Afrique du Nord, c'est l'Algérie qui est au cœur des activités de Lavalin. La concentration des projets confiés à Lavalin y est telle que le pays donne l'impression d'un chantier perpétuel aux yeux des ingénieurs-conseils. On recense un effectif moyen de 900 Canadiens à l'emploi de Lavalin et de sous-contractuels à Alger.

La présidence de la République algérienne a confié une partie importante de son plan de réaménagement urbain à Lavalin à Alger. C'est ainsi qu'avec la collaboration soutenue des jeunes du Service national, fournisseur de la machinerie en plus de la main-d'œuvre, les ingénieurs ont poursuivi en 1985 des projets d'envergure.

- Au Cameroun, le Canada participe à plusieurs projets d'infrastructure routière et ferroviaire.





### Au cœur de Vancouver

*Un voyage fantastique dans le temps et l'espace*

■  «Une voiture pour le Pacifique» sera, en 1986, le cri de ralliement des visiteurs qui se rendront en Colombie-Britannique pour visiter Expo 86, première exposition internationale consacrée aux transports et aux communications.

Expo 86 se tiendra du 2 mai au 13 octobre 1986 dans le cadre enchanteur de Vancouver qui célèbrera alors deux anniversaires : le centenaire de la ville et l'arrivée, le 4 juillet 1886, du premier train transcontinental.

D'autres facteurs font de Vancouver le lieu idéal pour accueillir une exposition sur les transports et les communications : à égale distance de l'Europe et de l'Orient, la ville est desservie par plus d'une douzaine de compagnies aériennes nationales et internationales; elle est le terminus de plusieurs réseaux ferroviaires et rou-

tiers; elle possède le plus important des ports de la côte ouest des Amériques et le plus grand port du Canada; enfin, elle est connue pour l'hospitalité de sa population et pour l'excellence de son service hôtelier.

### Un monde en mouvement

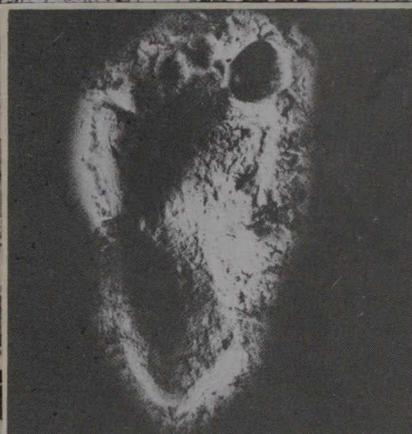
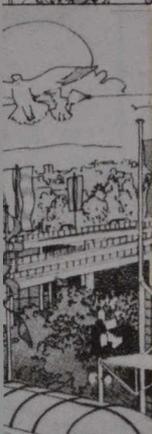
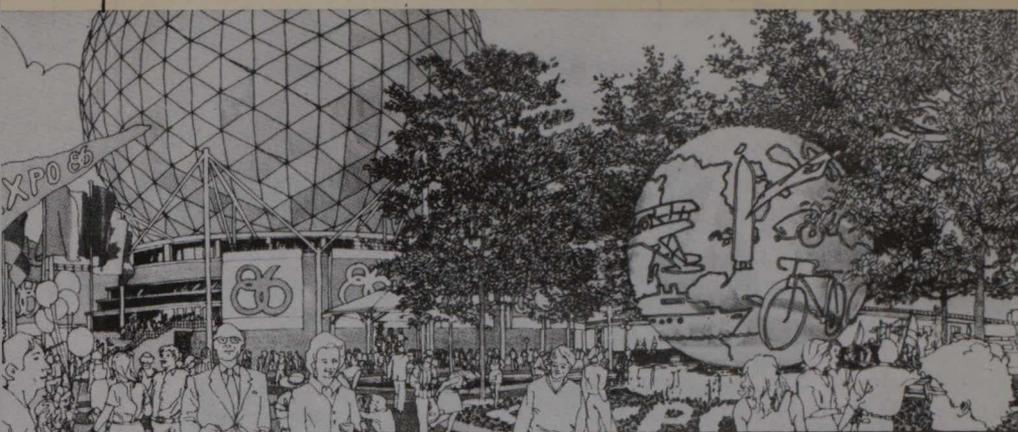
Expo 86 est organisée par le gouvernement de Colombie-Britannique avec l'approbation du Bureau international des expositions (BIE), et elle est parrainée par le gouvernement du Canada.

Son thème général «Monde en mouvement - Monde en communication» en fait le lieu de rencontre rêvé des planificateurs, chercheurs, hommes d'affaires, inventeurs, ar-

● Photo en haut : l'Expo Centre, symbole de l'Expo 86.



## Le Canada et l'Afrique



● «Le voyage le plus long commence toujours par un seul pas».

### Lao Tseu

VI<sup>e</sup> siècle avant J.C.

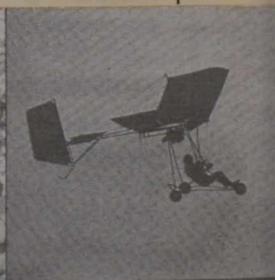
tistes à la recherche de nouveaux moyens de surmonter les barrières du temps et des distances. Ils trouveront, pour la première fois réunies en un même lieu, les plus récentes réalisations en matière de transport et de communication. Ils y rencontreront des experts du monde entier avec qui ils pourront partager des idées et discuter. Ils pourront faire des démonstrations de leurs produits ou assister à celle des autres. Ils pourront également assister à une série de symposiums, débutant cette année, sur les transports et sur les communications.

Pour l'ensemble des visiteurs, Expo 86 offrira un voyage dans le passé et une incursion dans l'avenir : des barques d'écorce à la navette spatiale américaine.

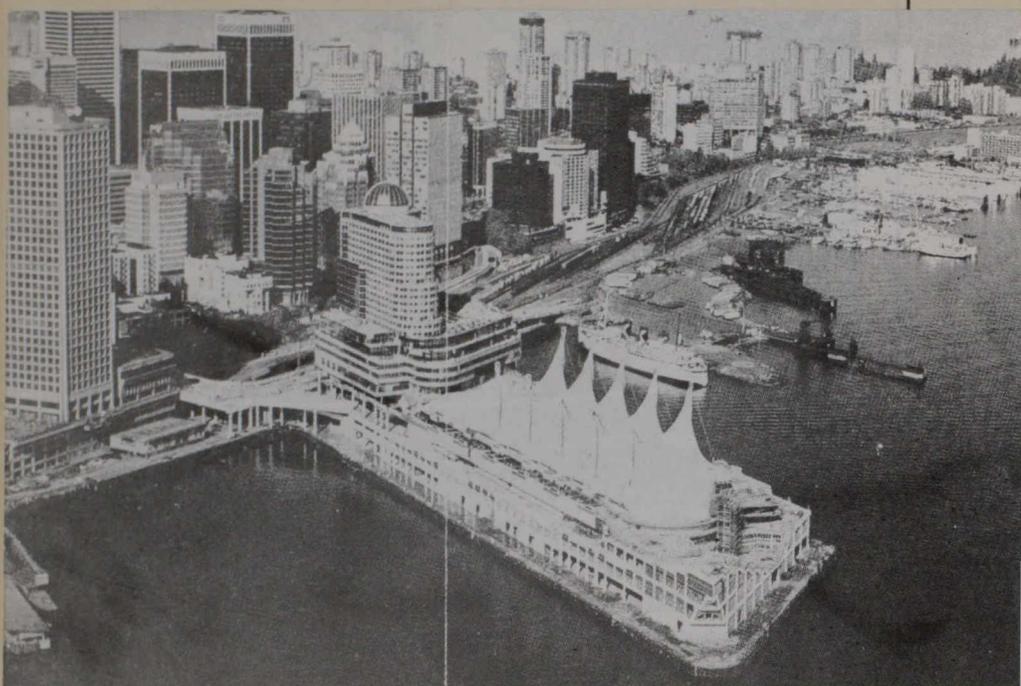
Des bateaux des 4 coins du monde jeteront l'ancre dans le port de Vancouver pendant l'exposition. Des locomotives à vapeur viendront d'aussi loin que possible pour marquer le centième anniversaire de l'arrivée d'un train à Vancouver. Avions d'antan et chasseurs modernes sillonneront le ciel de la Colombie-Britannique.

Les visiteurs auront aussi la chance d'avoir un large aperçu des moyens de communication et de transport du futur; ils pourront même essayer certaines des inventions d'avant-garde dans ces domaines, ou assister à des démonstrations de recherche et de sauvetage sous terre ou sous l'eau.

Expo 86 sera divisée en 14 périodes consacrées chacune à un thème particulier : Les régions polaires (5-11 mai) - Recherche et sauvetage (12 au 18 mai) - Camions et autobus interurbains (9 au 15 juin) - Le transport urbain (16-27 juin) - Les automobiles (6-19 juillet) - Le transport et la mobilité des personnes âgées ou handicapées\* (20-25 juillet) - La navigation commerciale (21-31 juillet) - Energie et combustible de rechange (11-17 août) - L'aviation (1<sup>er</sup>-10 août) - Transports et loisirs (18-24 août) - Système de transport à propulsion



## Le Canada et l'Afrique

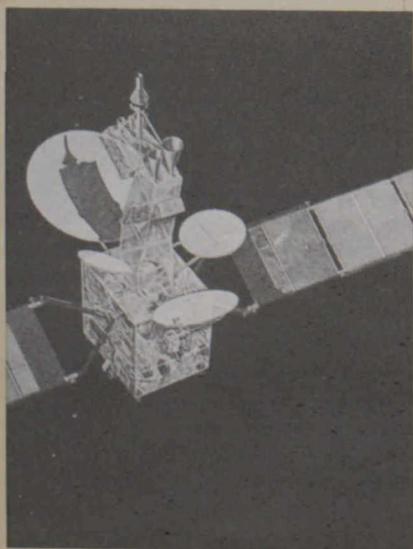


humaine (25-31 août) - Les communications (7-13 septembre) - Les ressources offshore et sous l'eau (13-21 septembre) - Le rail de l'avenir (29 septembre-5 octobre).

### Le monde réuni à Vancouver

Au-delà de 40 pays participeront à Expo 86, dont la République populaire de Chine, les Etats-Unis et l'Union soviétique. Les provinces et territoires canadiens, plusieurs Etats américains et une trentaine de grandes compagnies y seront également représentés.

Expo 86 s'étendra sur quelque 70 hectares, le long du bord de mer, en deux lieux opposés du centre de la ville. A False Creek, emplacement principal, se trouveront plus de 80 pavillons nationaux et thématiques.



- *Une vue de Vancouver avec le site d'Expo 86 et le pavillon du Canada.*

Trois plaza thématiques seront consacrées respectivement aux transports aérien, maritime et terrestre. A la première, les visiteurs pourront admirer des avions et vaisseaux spatiaux nichés dans une immense structure s'élançant vers le ciel, ou assister à la construction de deux petits avions, ou encore voir la remise à neuf d'un appareil des premiers temps de l'aviation.

Visibles de tous les coins de l'Exposition, les mâts du bateau des rêves de la plaza du transport maritime aideront les visiteurs à se diriger vers cette place. On y construira un terigantîn semblable à ceux qui voguaient le long des côtes de Colombie-Britannique à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle; on y verra également la construction d'embarcations utilisées par les peuples autochtones du Canada et d'ailleurs.

A la plaza du transport terrestre, la grande attraction sera une sculpture gigantesque, Highway 86. Elle surgira comme un ruban des eaux de False Creek puis s'élèvera en serpentant sur 217 mètres à 12 mètres du sol, avant de s'élancer vers le ciel. Cette sculpture, d'acier et de béton, représentera une autoroute à quatre voies devenue un site archéologique dans lequel des archéologues du futur trouveraient les vestiges des différentes formes actuelles de transport. On y verra, par exemple, un embouteillage de la circulation routière, un

## Le Canada et l'Afrique



### PARTICIPATION AFRICAINE

*L'Afrique traditionnelle et moderne vous donne rendez-vous aux pavillons de Côte-d'Ivoire, Kenya, Sénégal.*

sous-marin surgissant dans un jardin, une flotille de bateaux.

Un système futuriste de transport rapide sur rail, mis au point au Canada, reliera en quatre minutes False Creek à Burrard Inlet, où se trouvera le pavillon canadien à la silhouette gracieuse rappelant celle d'un navire, et à la toiture évoquant une voile blanche déployée. Le thème central de ce pavillon sera : **Canada in Motion - The Challenge of the Country and the Responses of the People (Canada en mouvement - Défis naturels et réponses humaines)**. On y verra, entre autres, le premier film en trois dimensions fait selon la nouvelle technique canadienne Imax. Après l'exposition, le pavillon deviendra, avec ses 5.000 sièges et avec plus de 10.000 m<sup>2</sup> d'espace pour les expositions, l'un des plus grands centres de conférences du Canada : le Vancouver Trade and Convention Centre.

Le site de Burrard Inlet, appelé Place du Canada, comprendra aussi un terminus pour les bateaux de

croisière, un hôtel de première classe et le World Trade Centre (WTC).

Le WTC, qui devrait ouvrir d'ici à la fin de cette année, offrira à ses membres un service de communication très perfectionné permettant de puiser de l'information dans 1.000 banques de données et d'entrer en contact avec 1.000 autres WTC de par le monde. Ses membres y trouveront d'autres services tels que restaurants, chambres, lieux de réunion et d'exposition, bureaux, services de secrétariat, de bibliothèque et de documentation.

### L'Expo Centre

Pour la première fois dans l'histoire des expositions internationales, un pavillon, l'Expo Centre, est ouvert un an à l'avance. Situé à False Creek, cet édifice de 17 étages, à la forme d'un dôme géodésique, devient la nuit une boule lumineuse scintillante comme un phare. L'Expo Centre abrite un cinéma de 500 places où l'on présente



- *Expo 86 bénéficie d'un site exceptionnel de 70 ha où quelque 40 pays se sont donnés rendez-vous dont les Etats-Unis, l'URSS et la Chine populaire.*

# Le Canada et l'Afrique

## SOIXANTE-DIX DRAPEAUX A EXPO

Participation confirmée:

### Participation internationale:

Grande-Bretagne, Organisation des Etats des Antilles Orientales (Dominique, Montserrat, Antigua et Barbuda, Grenade, Saint-Kitts/Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et Grenadine), Kenya, Canada, Sénégal, Arabie Saoudite, Etats-Unis d'Amérique, Pérou, Indonésie, Australie, France, Côte d'Ivoire, Espagne, Thaïlande, Mexique, République Populaire de Chine, Union des Républiques Socialistes Soviétiques, Colombie, République de Corée, Italie, République Fédérale d'Allemagne, Pakistan, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Japon, Suisse, Barbade, Norvège, Roumanie, Les Philip-

pines, Communauté Européenne, Belgique, Cuba et Nation-Unies.

### Provinces et Territoires:

Colombie-Britannique, Québec, Ontario, Alberta, Saskatchewan, Nouvelle-Ecosse, Territoires du Nord-Ouest et Yukon.

**Etats:** Washington, Orégon et Californie.

**Société: Exposants:** Canadien Pacifique, Canadien National, Télécom Canada, Air Canada, General Motors, Crossroads Communications.

### Commanditaires et

**fournisseurs:** Via Rail, Banque Royale du Canada, CPAir, Pacific Western Airlines, Dairyland, Rothmans of Pall Mall Canada Ltée, Industrie vinicole de la Colombie-Britannique Ltée, Papiers Scott Ltée, Imperial Oil Ltée/Esso, IBM Canada, Kodak Canada Ltée, Coca-Cola Ltée et Xerox Canada Inc.

le film **A Freedom to Move**. Ce film, du cinéaste canadien Michel Brault, raconte l'histoire des transports depuis la Rome ancienne jusqu'à nos jours. Son tournage a pris place dans de nombreux pays et a duré neuf mois. La projection du film se fait sur écran Omnimax, lequel permet d'obtenir des images neuf fois plus grandes que les écrans ordinaires.

D'autre part, dans un théâtre de 313 places, le public choisit le futur de son choix en appuyant sur des boutons placés sur un bras des fauteuils; une présentation multi-media montre ensuite les conséquences du choix fait par la majorité des spectateurs. L'Expo Centre abrite également une exposition sur la technologie du futur, depuis les véhicules fonctionnant à l'énergie éolienne jusqu'aux appareils spatiaux.

## Concours pour les jeunes

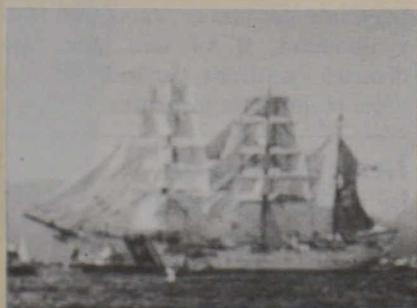
Un concours international donnera l'occasion aux jeunes de rivaliser d'ingéniosité dans la mise au point de nouvelles techniques de transport. Le gagnant recevra 250.000 dollars offerts par l'Administration d'Expo 86.

Organisé par les étudiants en génie de l'Université de Colombie-Britannique, le concours a pour objectif de créer un véhicule terrestre personnel pouvant transporter au moins un passager en plus du conducteur. Ce véhicule devra être capable d'emprunter le réseau terrestre existant et pouvoir être breveté dans le pays d'origine de l'inventeur.



● *Le Commissaire général d'Expo 86, M. Patrick Reid.*

La participation est limitée à un prototype par université pour chaque pays présent à Expo 86. Un jury évaluera les différents prototypes à l'Université de Colombie-Britannique du 14 au 19 juillet 1986. Par la suite, les visiteurs pourront admirer les meilleures inventions à Expo 86.



EXPO  
86



### Activités culturelles

Quelque 14.000 spectacles variés de théâtre, de folklore, de mime, de danse et de musique de tous les continents se succéderont dans un tourbillon multiculturel incessant durant toute l'exposition. On pourra y voir le célèbre carrousel musical de la Gendarmerie royale du Canada et l'extraordinaire exposition **Ramsès II et son temps**.

A l'occasion d'Expo 86, mais en dehors des lieux de l'exposition, se tiendra un Festival culturel mondial qui mettra à l'affiche des compagnies aussi célèbres que le Royal Ballet de Grande-Bretagne ou les ballets Kirov.

Dans un genre différent, le programme culturel inclut un rallye automobile et un spectacle aérien.

En 1986, Vancouver sera l'hôte de nombreuses conférences tenues en marge d'Expo 86; parmi celles-ci, notons la Conférence des îles du monde, organisée par l'île de Vancouver. On y discutera, il va sans dire, des diverses questions particulières aux villes et aux pays insulaires.

### Les charmes de la ville d'accueil

Vancouver, qui accueillera la première exposition internationale sur les transports, est née\*\* il y a seulement cent ans; mais elle est devenue aujourd'hui, en grande partie grâce aux transports, la troisième plus grande ville du Canada et le principal

- *L'exposition Ramsès II et son temps sera présentée à Expo 86. Elle communiquera au grand public la majesté et le mystère de l'Égypte d'il y a 30 siècles. Les trésors exposés révèlent la grandeur et le sens artistique d'un grand peuple. A l'occasion de l'exposition, il y aura des projections de films et de diapositives.*



## Le Canada et l'Afrique



● *Le Canada Place et False Creek — le site principal tout proche d'Expo 86, seront reliés par le système automatique de transport urbain de Vancouver, un nouveau réseau électrique à rail léger conçu au Canada.*

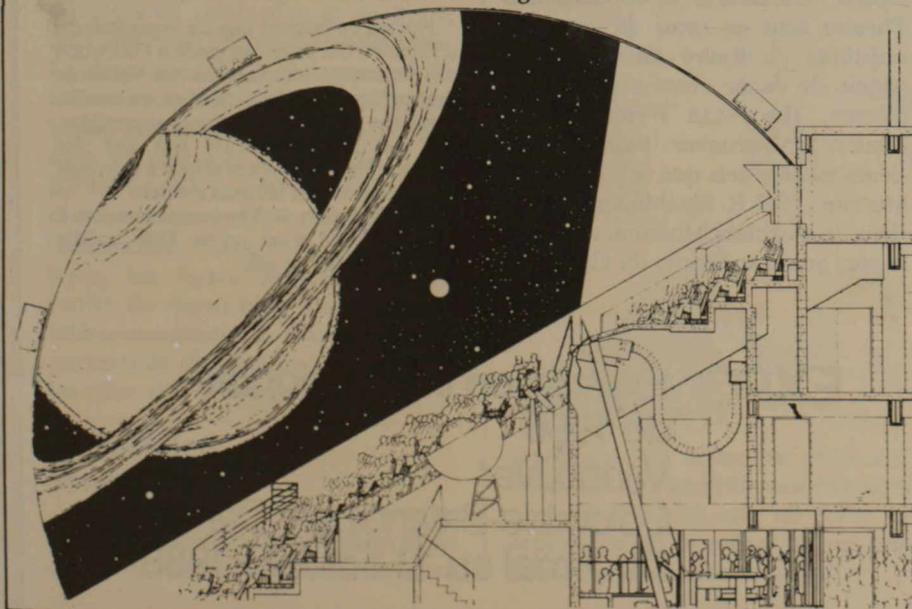
centre financier et commercial de l'Ouest canadien.

Le choix de Vancouver comme emplacement du terminus du chemin de fer Canadien Pacifique marque le début d'une expansion que sont venus renforcer, plus tard, l'accroissement des relations avec l'Orient et l'ouverture du canal de Panama. Son port, le plus grand du Canada, et son aéroport fourmillent d'une activité intense toute l'année alors qu'y transitent passagers et marchandises. La ville possède aujourd'hui une industrie diverse : sidérurgie, raffinage du

pétrole, industries chimique et alimentaire, sans compter le tourisme et l'importante industrie du bois et du papier qu'elle doit aux forêts abondantes de la Colombie-Britannique.

Vancouver, cependant, évoque plutôt une ville ravissante au paysage de carte postale. Bâtie au pied de montagnes aux cimes enneigées une bonne partie de l'année, elle est bordée de plages sablonneuses. On y trouve de nombreux parcs verdoyants et fleuris dont le célèbre parc Stanley. La douceur de son climat en fait l'envie des autres villes canadiennes :

● *A l'Expo Centre, les visiteurs pourront voyager des milliers de kilomètres au cinéma géant Omnimax où le film «Un monde en liberté» fera découvrir des horizons lointains et inimaginables.*





● Ci-dessus le pavillon de l'Ontario qui se trouve à l'entrée d'EXPO 86.

pas de rues à déneiger en hiver, pas de chaleur écrasante en été. On peut, en hiver, pratiquer le golf et les sports nautiques aussi bien que le ski. (Débutants comme experts peuvent trouver, à quelques minutes d'auto de Vancouver, des pentes qui leur conviennent).

De nombreux artistes tels que le compositeur Murray Shaffer, l'écrivain Jack Hodgins, l'auteur dramatique George Ryja, le peintre Jack Shadbolt et l'architecte Arthur Erickson en ont fait leur port d'attache. Depuis deux décennies environ la vie artistique y connaît une intensité particulière. L'orchestre symphonique de Vancouver, la Vancouver Opera Association et le Elizabeth Theatre sont au cœur de cette vie artistique qu'illustre aussi la compagnie de danse avant-gardiste bien connue, The Anna Wyman Dance Theatre. Vancouver possède plusieurs musées tels que le Centennial Museum, le H.R. MacMillan Planetarium, le Maritime Museum, ainsi que le plus grand aquarium du Canada.

### Craigellachie

A quelques heures de Vancouver, en plein cœur des Rocheuses, se trouve un endroit, où le 7 novembre 1885, on planta le dernier crampon d'attache du chemin de fer qui allait relier l'Ouest à l'Est du Canada. L'endroit s'appelle Craigellachie, mot gaélique signifiant «espoirs et succès». Craigellachie décrit bien ce que représente les transports et les communications pour le Canada. Cet épithète convient également à Expo 86, symbole des succès remportés par l'Homme sur le temps et l'espace, et des espoirs qu'éveillent les nouvelles techniques. ■

\* Notons en passant que les organisateurs d'Expo 86 ont prévu un guide à l'intention des personnes handicapées qui visiteront l'exposition et de l'information en braille. Tous les édifices leur seront accessibles, soit par des ascenseurs soit par des rampes. Des téléphones seront à la portée des personnes en fauteuil roulant.

\*\* La fondation de Vancouver remonte à 1865 mais ce n'est qu'en 1886 qu'elle obtint le statut de ville.

**EXPO** Exposition internationale  
de 1986  
Vancouver  
Colombie-Britannique, Canada  
Du 2 mai au 13 octobre 1986



### ... HYDRO-QUEBEC INTERNATIONAL en Guinée



Un vaste projet de réhabilitation des équipements et de la gestion de la Société nationale d'électricité a été entrepris par la Guinée avec l'aide financière de la Banque mondiale.

Le projet prévoit, entre autres, la réforme du système comptable et commercial, l'assistance technique, le plan directeur du secteur de l'énergie électrique et la formation de cadres guinéens à l'étranger.

La Société canadienne Hydro-Québec International (H.Q.I.) s'est vue attribuer l'exécution de ces différents volets.

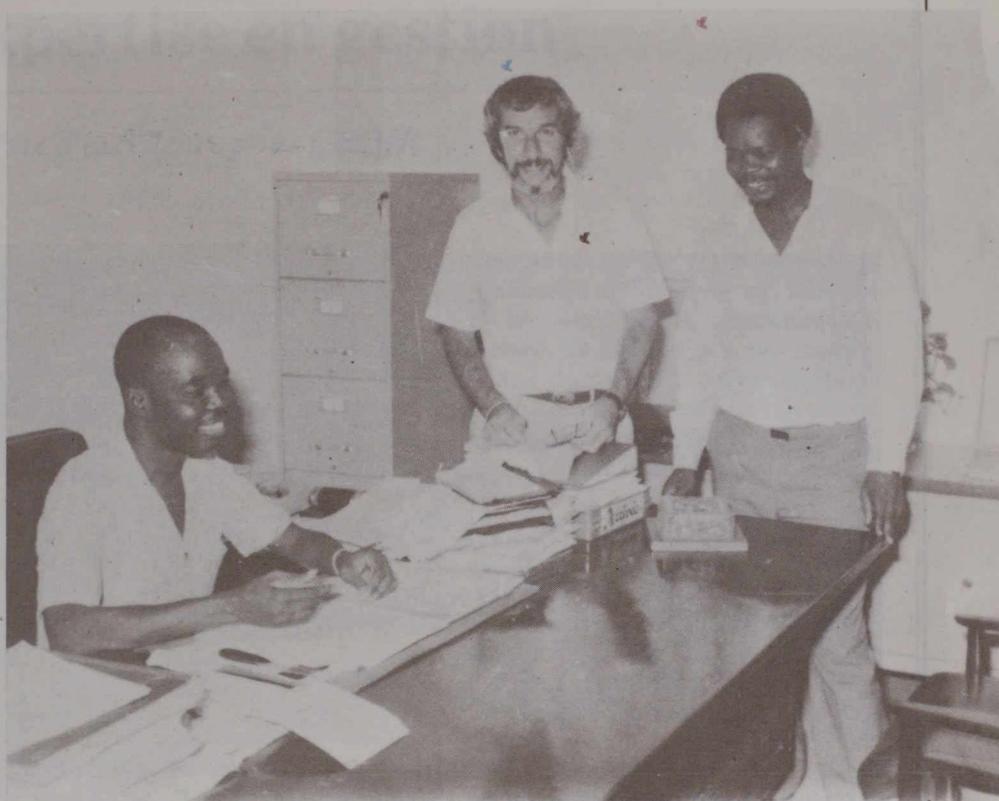
En 1983, l'Agence canadienne de Développement international (ACDI) est venue se joindre aux bailleurs de fonds et a depuis signé un accord de subvention au développement rural avec le gouvernement guinéen pour :

- la fourniture de pièces de rechange de première nécessité de provenance canadienne (en appel d'offres);
- le prêt d'un conseiller au ministère (M. Paul Jolicœur, consultant privé);
- trois instructeurs au centre de formation et un gestionnaire de stocks (H.Q.I.);
- la rénovation du magasin de Tombo (en appel d'offres).

La Banque mondiale a approuvé l'émission d'un projet de préparation de Fonds (PPF) pour financer les études de la préparation d'un plan directeur de production et de transport ainsi que l'étude d'organisation. Le deuxième projet électrique de la Banque mondiale, section **International Développement Association**, avec le concours de la CCCE, la KFW, l'ACDI, la BAD, l'OPOP et d'autres organismes comprendra la construction d'une centrale hydraulique, les lignes de transport, un centre de dispatching, un réseau de télécommunications, des travaux importants de distribution à Conakry et les villes de l'intérieur.

### Assistance technique

D'abord défini dans un rapport de Sirtès (France) en 1980, le pro-



● M. Bokary Sylla, directeur général de la S.N.E. en compagnie de M. Claude Alaire, chef de mission H.Q.I. et M. Guillaume Curtis, directeur du personnel.

● Photo en bas : Personnel des services d'approvisionnement, de comptabilité et de finance avec M. André Bolduc, gestionnaire de stocks.



gramme a été défini par deux missions d'H.Q.I en 1981 pour être signé en juin 1982 et mis en force en septembre de la même année pour une période de trois ans.

En 1985, Hydro-Québec International fournissait 15 personnes à des postes d'assistants techniques dans les différents domaines de l'exploitation et de la gestion de la S.N.E.



● Centre de formation : tous les travaux sont exécutés en collaboration avec l'assistance technique et les spécialistes de la S.N.E. en Guinée.

En 1981, on pouvait compter les heures où Conakry était alimentée en électricité; en 1984, on pouvait compter les heures où Conakry n'était pas alimentée. La continuité de service, la fréquence et la tension sur le réseau ont été améliorées de plus de 100 %, la pénurie d'énergie et le manque chronique de pièces de rechange persistent toujours mais chaque quartier de Conakry a sa ration journalière d'électricité.

On peut déjà observer plusieurs réalisations qui sont en grande partie le résultat des efforts de la maîtrise de la technologie de l'assistance technique canadienne impliquée dans le projet et du développement des ressources locales. On constate la diminution des pannes des centrales de sorte que la production est passée de 68.000 MWH en 1982, à 128.000 MWH en 1983 et à 170.000 MWH en 1984.

### Plan-directeur de production et transports

Il s'agit d'un projet audacieux et de la plus haute importance dans le domaine de l'énergie en Guinée.

Le contrat de préparation du plan

directeur de production et transport du secteur énergie électrique de la Guinée est confié à la vice-présidence Planification des Equipements Hydro-Québec, sous la responsabilité de Hydro-Québec International.

Les travaux ont débuté en octobre 1984 par l'étude de la charge et des principaux sites hydrauliques.

Le rapport «Prévision de la demande d'énergie électrique» a été déposé aux bailleurs de fonds, Banque mondiale, ACIDI, CCCE et KFW en mai et a été accepté par la S.N.E. et le secrétariat d'Etat à l'Energie de Guinée. Il s'agit du rapport le plus complet réalisé dans ce domaine en Guinée.

### Formation de cadres guinéens

Au total 43 stagiaires, cadres de la S.N.E., sont venus en stages de formation à Hydro-Québec au cours de 1983-1984 pour des périodes allant de trois mois à un an.

Les domaines visés ont été la direction technique, la production, la formation technique, les ateliers de maintenance, l'économie et la planification des équipements.

Dix stagiaires ont participé à la



### Hydro-Québec International

La Société Hydro-Québec est une société d'Etat créée en 1944. Spécialisée en aménagements hydrauliques et en distribution d'énergie, elle est l'une des plus importantes en Amérique du Nord. Ses réseaux desservent une superficie de plus de 1,5 millions de km<sup>2</sup> et quelque 2,5 millions d'utilisateurs. Elle dispose d'un institut de recherche qui est le premier dans le monde dans ce domaine. En 1978, les structures de la société ont été élargies pour constituer la société Hydro-Québec International (H.Q.I.) en vue de prospecter les pays d'outremer.

Parmi les clients africains de Hydro-Québec International figurent l'Algérie, la Guinée et le Cameroun. Un bureau permanent va probablement s'installer à Douala.

Les ingénieurs de H.Q.I. spécialisés dans la technologie de la très haute tension, vont développer l'usage du courant monophasé et s'attachent aussi à la formation des stagiaires et ingénieurs africains.

préparation des systèmes comptables et commerciaux.

En juillet 1985, une mission guinéenne s'est rendue à Montréal pour négocier une prolongation et un renforcement de l'Assistance technique et discuter des différents aspects de la coopération dans le domaine de l'énergie. L'exportation étant fortement reliée à la coopération, la multiplication des échanges est souhaitée de part et d'autre. L'expérience unique de Hydro-Québec International en Guinée permet de prévoir un développement harmonieux de la coopération et des marchés avec ce pays. ■

## Expertise en gestion

*Prix d'excellence pour CEGIR*



- Depuis sa fondation, CEGIR investit dans les techniques de pointe et le développement des ressources humaines.

**A**U moment où chacun se préoccupe d'efficacité et de rentabilité au sein des organisations et où le transfert de technologie devient l'élément vital pour établir un certain équilibre entre les nations, le Centre d'étude des gestions informatiques et de recherches (CEGIR) offre une gamme de services qui permettent une meilleure utilisation des ressources ainsi qu'une plus grande efficacité organisationnelle et administrative.

CEGIR se spécialise précisément dans le transfert de technologie à travers la consultation, l'assistance technique, la direction de projets et la formation. L'entreprise dirige des projets et fournit de l'expertise à des clients des secteurs privé, public et para-public, dans 25 pays, à partir de bureaux situés à Montréal, Ottawa, Washington, Genève, Manille, Dakar et Abidjan. Fondée en 1970, elle compte actuellement plus de deux cents experts-conseils hautement qualifiés et spécialisés dans différents secteurs d'activités dont :

- l'éducation et la formation professionnelle,
- les ressources en eau,
- l'assistance technique et le développement industriel,
- l'informatique et la bureautique, et
- l'industrie des communications.

Depuis sa fondation, c'est dans le secteur quaternaire, celui de la connaissance, que CEGIR a le plus souvent intervenu. Maîtriser les méthodes de transfert de la connaissance et développer ainsi une expertise dans ce processus, voilà son objectif principal, que ce soit dans le domaine de la consultation, de formation en gestion, de formation technique ou de gestion de projets.

Au cours de sa première étape de croissance, CEGIR a acquis et développé des technologies dans des secteurs de pointe, de façon à pouvoir offrir à ses clients une compétence de haut niveau répondant à des besoins spécifiques. Les capacités de l'entreprise sont étayées par des centres d'expertise dans toutes les fonctions de l'entreprise, y compris la planification,

le marketing, la gestion de la production et la robotique, la finance et le contrôle, les ressources humaines, et par des groupes disciplinaires de support, en informatique aussi bien qu'en économie, en recherche et gestion documentaires et en recrutement de cadres.

Dans une seconde étape, CEGIR décidait de mettre son expertise au service des pays en voie de développement et consacrer ses ressources disponibles à la pénétration des marchés de l'Afrique du Nord, puis de l'Afrique de l'Ouest et, enfin, de l'Afrique de l'Est et l'Océan Indien.

Plus récemment, l'expertise de CEGIR s'est imposée en Asie où déjà un nouveau noyau s'implante à Manille autour d'une base qui servira une région jusque-là peu touchée par des entreprises canadiennes de service.

Certains s'interrogent sur le succès du CEGIR à s'implanter, entre autres, en Afrique de l'Ouest, malgré les difficultés suscitées par la concurrence internationale très vive rencontrée sur tous les marchés, et malgré les embûches nées de la difficulté de compréhension inhérente au contact des cultures et de civilisations différentes. La société l'attribue à ses principes de base.

D'abord, CEGIR essaie de bien comprendre les besoins des utilisateurs et ensuite d'assurer un transfert effectif de la technologie et des connaissances de ses conseillers canadiens vers leurs homologues africains travaillant avec eux — un objectif avoué qui rend le client plus professionnel et plus autonome. A première vue, c'est une stratégie qui risque de faire tarir la demande pour les services de CEGIR, pensera-t-on. Bien au contraire, car la priorité accordée à la planification et à la mise en place des méthodes de gestion mieux adaptées aux technologies nouvelles, et à la formation de cadres locaux assu-



rant non seulement la relève, mais aussi le développement ultérieur des ressources propres du client, est un accélérateur du processus de maturation de l'organisation réceptrice. Ainsi cette organisation réceptrice pourra franchir rapidement les étapes de sa croissance et percevoir de nouveaux besoins à satisfaire. Il s'agit donc de nouveaux défis à relever qui forceront le fournisseur d'assistance à se dépasser dans ses interventions. C'est là le progrès en action.



● M. Marcel Desjardins, président de CEGIR.

Cette approche de CEGIR repose sur un constat fondamental : il ne suffit pas de *mettre en place des ressources* pour assurer la création et le développement éventuel d'une entité viable et dynamique, mais il faut aussi la gérer tout en structurant les ressources et en leur donnant un sens et une direction. En somme, il faut non seulement assister les ressources humaines, mais également les former et les développer parce que les ressources qui favorisent et dynamisent les autres ressources financières et techniques, sont justement les ressources humaines.

CEGIR travaille sur, pour et avec des ressources humaines.

A ses choix de méthodes et d'approches ont répondu favorablement des utilisateurs en nombre croissant, de pays de plus en plus nombreux, à tel point que CEGIR a été choisi, à l'automne 1985, par le gouvernement du Canada, comme récipiendaire du Prix d'excellence pour l'exportation de services canadiens.

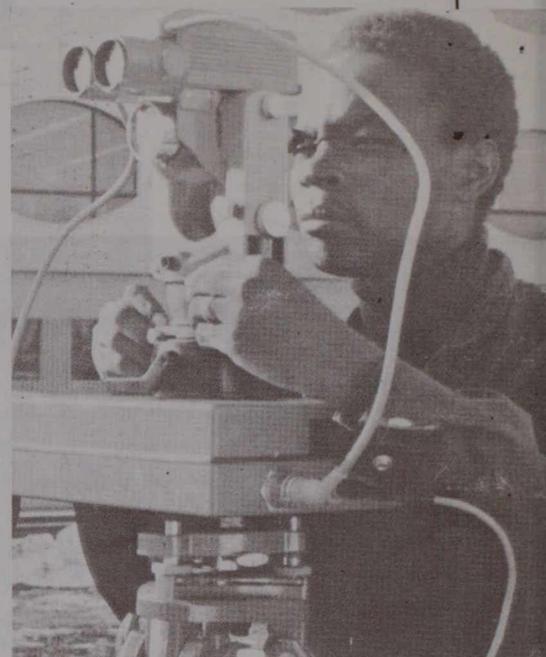
### Interventions de CEGIR en Afrique

En Afrique de l'Ouest, CEGIR est présent au Sénégal depuis plusieurs années. Ses principales interventions se sont effectuées à l'E.S.G.E. (Ecole Supérieure de Gestion des Entreprises — devenue depuis peu le C.E.S.A.G.) qu'il a aidé à établir de 1980 à 1985. Il a travaillé au B.O.M. (Bureau Organisation et Méthodes) de la Présidence, à l'Office des Postes et Télécommunications, à l'Institut National de Développement Rural et à l'Institut de Technologie Alimentaire. On retrouve de plus ses experts qui agissent, à titre d'assistants techniques, au Centre des Etablissements Publics (C.E.P.), à la Direction de la Dette et des Investissements du ministère des Finances, à la Caisse de Péréquation et de Stabilisation des Prix ainsi qu'au ministère du Plan, dans le cadre d'une étude sur la Programmation des Investissements urbains. CEGIR travaille aussi auprès d'un certain nombre d'entreprises privées.

Le bureau régional de Dakar a la responsabilité du développement et des activités de CEGIR dans toute l'Afrique de l'Ouest, CEGIR étant présent dans 7 des pays que comprend la région. Plus généralement dans cette région, CEGIR participe au projet PANAFTEL dans lequel il est chargé de la gestion des télécommunications. Cette intervention amène ses consultants au Mali, au Bénin, au Niger et au Burkina-Faso en plus du Sénégal.



● M. Robert Thomassin, vice-président de CEGIR, chargé de l'Afrique de l'Ouest.



● *Seules les ressources humaines peuvent valoriser nos ressources techniques et financières.*

Installé en Côte-d'Ivoire depuis le mois de novembre 1983, CEGIR y a effectué des travaux pour le compte des ministères de l'Industrie et des Finances, pour celui de l'Education nationale et de la Recherche scientifique.

Au Togo, on retrouve CEGIR à la SOTOCO, au ministère du Développement rural et au ministère des Sociétés d'Etat.

En République de Guinée, CEGIR intervient auprès du Crédit national et du ministère du Développement industriel tandis qu'au Niger, c'est au ministère de l'Education nationale et à la Direction de l'Informatique et de la Statistique que se trouvent ses experts.

En Afrique centrale et en Afrique de l'Est, CEGIR a gagné des marchés au Zaïre, au Burundi, au Rwanda, en République centrafricaine, aux Iles Comores, à Djibouti et à Madagascar.

Deux vice-présidents régionaux ont la responsabilité de l'Afrique : M. Robert Thomassin est vice-président chargé de l'Afrique de l'Ouest, M. Nessim Awad est vice-président chargé de l'Afrique de l'Est. Tous les deux agissant directement sous l'autorité du président de CEGIR : M. Marcel Desjardins. ■

# L'ENAP

*Carrefour de recherche et de perfectionnement pour les gestionnaires*

**L'**EVOLUTION rapide des valeurs, des théories et des techniques de gestion, de même que les mutations constantes de l'environnement culturel, social, économique et politique de la société exercent de fortes pressions sur les gestionnaires de tous les secteurs et réseaux de l'administration publique.

La gestion des services publics considérée dans ses composantes les plus essentielles — la qualité des services au citoyen, l'efficacité dans les organismes, la qualité de vie au travail pour les personnels — est la responsabilité de tous ceux et celles qui œuvrent dans l'administration publique, particulièrement des gestionnaires.

Quel que soit le degré de responsabilité atteint par les organisations dans le développement de leurs ressources humaines, les gestionnaires ont toujours eu et auront toujours la responsabilité de maintenir leur compétence personnelle au plus haut niveau.

L'Ecole nationale d'administration publique (ENAP), carrefour de la recherche, de la formation et du perfectionnement du secteur public au Québec, a pour mission la formation et le perfectionnement des managers des secteurs public, parapublic et péripublic. L'Ecole nationale d'administration publique œuvre également dans le domaine de la recherche en administration publique.

### Des programmes à l'intention des individus

L'ENAP offre la possibilité aux gestionnaires de participer à des activités qui visent à améliorer leurs connaissances et/ou à développer leurs habiletés dans l'un ou l'autre des secteurs reliés au management.

Trois types d'activités visent ces objectifs :

**Les programmes de perfectionnement de longue durée** permettent d'approfondir une ou plusieurs di-

### Le symposium ENAP-86



#### Le choix des organisations gagnantes

**Un symposium qui a réussi ... en 84.**

**Un autre qui s'organise... pour 86.**

Les 15 et 16 novembre 1984, l'ENAP tenait à Québec son premier symposium sur le développement des ressources humaines. On se rappellera qu'une vingtaine d'expériences de différents milieux furent communiquées à près de 400 gestionnaires. Les commentaires entendus sur place et reformulés en maintes occasions depuis nous incitent à préparer déjà celui de 1986.

Nous invitons les organisations intéressées à s'impliquer dans la réalisation du prochain symposium à communiquer avec l'ENAP ( Gaëtan Boisvert, Tél : (418) 657-2485.

mensions du management public. Grâce à la formule d'échelonnement, ces programmes permettent aux gestionnaires de répartir leurs activités de perfectionnement sur plusieurs mois.

**Les programmes de perfectionnement de courte durée** visent l'acquisition de connaissances et d'habiletés sur des thèmes spécifiques et, dans plusieurs cas, complémentaires. La durée de ces programmes varie entre un et cinq jours.

**L'appréciation par simulation** permet au manager d'aujourd'hui de se doter d'un plan de développement personnalisé et du support nécessaire pour le réaliser.

### Coopération internationale

Au plan de la coopération internationale, l'ENAP offre différents services, dont **programme intégré en management pour les cadres des pays en voie de développement.**

#### Programme intégré en management

Le programme intégré en management est dit intégré en ce sens que l'ensemble de ses contenus et de ses activités est articulé autour d'un cadre de référence favorisant l'établissement des principaux liens entre le rôle du manager, son organisation et l'environnement de celle-ci. Une insistance particulière est mise sur l'application des concepts et des techniques de management à la réalité organisationnelle des participants.

#### Ses objectifs

Le programme intégré en management vise essentiellement le développement d'une plus grande efficacité et d'une efficience accrue dans l'exercice des fonctions majeures du cadre. C'est ainsi que, compte tenu de leur expertise, de celle de leurs collègues, de même que des apports théoriques essentiels reliés au management, les participants devraient à la fin du programme avoir :

- développé une vision réaliste de ce que devrait être leur organisation dans le contexte actuel;
- approfondi certaines de leurs connaissances, amélioré certaines de leurs habiletés et analysé certaines de leurs attitudes relatives à l'accomplissement des fonctions majeures de managers;
- développé des plans d'action contribuant à accroître l'efficacité et l'efficience des organisations dont ils sont responsables;

- contribué à des échanges de vues et d'expériences entre managers de différents pays.

### Son contenu

Le programme intégré en management est composé de huit modèles interdépendants et de durées variables. Le programme traite les thèmes suivants :

- les principaux concepts reliés aux organisations et au management;
- le management et l'environnement des organisations;
- le management du développement;
- le management et la raison d'être d'une organisation ou d'une unité;
- le management, la structure d'une organisation et d'une unité et la coordination;
- le management et l'aspect psychosocial d'une organisation ou d'une unité;
- le management et la technologie à la disposition du manager et;
- la présentation du programme, la synthèse des contenus et l'évaluation du programme.

### Votre développement personnel et professionnel

L'édition '80 du **Programme intégré de management pour les cadres étrangers**, aura lieu du 7 mai au 13 juin prochain, à l'ENAP, Québec. Ceux et celles qui voudraient s'y inscrire sont priés de le faire immédiatement à l'adresse suivante :

Madame Juliette Lafontaine-Bruneau  
Directrice de projet  
Coopération internationale  
Ecole nationale d'administration publique  
945, Avenue Wolfe  
Sainte-Foy, (Québec) Canada  
G 1 V 3J9



● Centre africain d'études supérieures en gestion à Dakar avec M. Hongui Richard Ghayoro, Directeur, en médaillon.

### Séminaires de Dakar

Dans le cadre d'une entente entre l'ENAP et l'UNITAR (United Nations Institute for Training and Research), financé par l'Agence canadienne de Développement international, l'ENAP a organisé au Sénégal un programme de formation de formateurs en management. Quatorze professeurs et directeurs d'études en provenance des ENA, du Congo, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo y ont participé.

Le premier séminaire s'est déroulé du 15 au 16 novembre 1984. Il visait essentiellement l'acquisition de connaissances en management. De plus, chaque participant fut amené à déterminer l'apport de la matière qu'il enseigne dans un contexte de développement de programmes en management dans son ENA.

En intersession, du 19 novembre 1984 au 9 mars 1985, les participants devaient développer un contenu de cours de manière à ce que celui-ci puisse s'intégrer dans un programme de forma-

tion en management. Ce travail visait à soulever les difficultés rencontrées, les problèmes spécifiques et à rechercher des solutions adaptées aux environnements particuliers de chaque ENA. Les données recueillies ont servi d'entrée en matière pour le deuxième séminaire qui eut lieu à Dakar du 11 au 22 mars 1985.

Les problèmes les plus difficiles furent identifiés et classifiés en six types d'environnements : l'environnement curriculaire, l'environnement pédagogique, l'environnement conceptuel, l'environnement des ressources humaines, l'environnement juridique et enfin l'environnement logistique des ENA. L'intervention de l'ENAP s'est concentrée sur les trois premiers environnements. Les objectifs poursuivis visaient alors l'acquisition de connaissances en développement d'un schéma curriculaire approprié à l'enseignement du management ainsi que l'acquisition de connaissances et d'habiletés en matière de formation (environnements pédagogique et conceptuel).

## L'ACCT

*Pour une meilleure solidarité et l'esprit d'entreprise*

**L**E Canada était présent en force à la X<sup>e</sup> session de la Conférence générale de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique avec Mme Monique Vézina, ministre des Relations extérieures, M. Jean-Pierre Ouellet, ministre et représentant du gouvernement du Nouveau-Brunswick, ainsi que M. Jean-Marc Léger, ancien secrétaire général de l'ACCT et représentant du gouvernement participant du Québec, en l'absence du ministre nouvellement élu des Affaires internationales, Monsieur Gil Rémillard.

L'importance de la délégation se voulait à la hauteur de l'intérêt que porte le Canada à l'Agence comme en témoigne sa position en tant que deuxième plus important contributeur de fonds, soit 31 % du budget, ce qui représente 4 millions de dollars canadiens. A cette participation s'ajoute l'effort consenti pour le Programme spécial de développement dont le Canada est à l'origine et pour lequel il assume la «part du lion» avec 70 % du budget de ce programme.

Pour ce qui est des moyens mis à la disposition de l'Agence, le Canada s'est rallié à des hausses annuelles suggérées de 3,5 % paraissant refléter les contraintes de l'heure et les difficultés financières auxquelles se heurtent la totalité des gouvernements participants. Malgré cette modeste augmentation, l'Agence a orienté ses efforts vers un équilibre budgétaire nécessaire, tout en favorisant la mise en œuvre de ses programmes. Ces derniers sont, il ne faut pas l'oublier, la raison d'être de l'Agence.

Madame Vézina s'est naturellement félicitée de ce que le Conseil d'Administration a confié la direction du PSD au candidat canadien, Monsieur Pierre Tanguay, pour les trois prochaines années. Madame Vézina a également relevé avec une grande satisfaction que la Commission des Programmes a spécialement préco-

nisé l'adoption de la recommandation X/5/85 du Comité du PSD en matière d'intégration de la femme au processus de développement. Dans la foulée de la conférence marquant la fin de la décennie des Nations unies pour la femme et du document auquel tous les pays présents à Nairobi ont souscrit, il est heureux que l'Agence, à l'instar d'autres organisations internationales, endosse ce principe. L'appui des gouvernements de nos pays membres à la résolution du Comité PSD traduit leurs politiques nettement égalitaires au niveau.

Enfin, la délégation canadienne a accordé son appui à la mise en place de modalités régissant l'élection du

secrétaire général pour l'avenir et encourage l'initiative du Québec visant à promouvoir la création d'une «Fondation internationale de la Francophonie».

La voie dans laquelle s'engage aujourd'hui l'Agence, celle d'une gestion allégée et d'une programmation mieux définie, confirme les aspirations de solidarité et l'esprit d'entraide qui ont guidé les présidents Diori, Senghor et Houphouët-Boigny à sa fondation. Le Canada ne doute pas que le nouveau secrétaire général de l'Agence, dont il se félicite de l'élection, continue dans cette voie et accentue la priorité de l'action vers la réalisation de programmes. ■



● Le président du Sénégal, S.E.M. Abdou Diouf a inauguré les travaux de la X<sup>e</sup> session de la Conférence générale de l'ACCT.



# Le Canada et l'Afrique



## **Mission agricole canadienne au Cameroun**

Une mission du Programme volontaire d'assistance au développement agricole (VADA) vient de séjourner au Cameroun. Conduite par M. Pierre Langevin, conseiller-cadre à la Direction Afrique et Moyen-Orient du ministère des Affaires intergouvernementales du Québec, la mission avait pour objectifs de prendre connaissance des divers types de formation en matière agricole et d'évaluer les besoins, compte tenu des créneaux d'excellence au Québec, et de réunir des données sur les projets susceptibles d'être financés dans le cadre du programme VADA.

Ainsi, les responsables du Ceneema, du Cenadec et de la Minediv, du développement communautaire et

de l'Office national de Participation au Développement ont pu échanger leurs expériences avec les membres de la mission. Grâce à ces rencontres, les différentes parties ont pu mesurer l'ampleur des bénéfices qu'elles pourraient tirer de leurs échanges. D'ores et déjà, quelques techniciens camerounais vont se rendre au Québec pour y voir sur place ce qui se fait dans le milieu agricole au Canada.

La mission a été aussi reçue par le secrétaire d'Etat à l'Agriculture, M. Salomon For Gwei.

Cette mission confirme l'intérêt que les divers milieux canadiens portent sur le secteur agricole au Cameroun.

## **Burkina-Faso — Aide alimentaire**

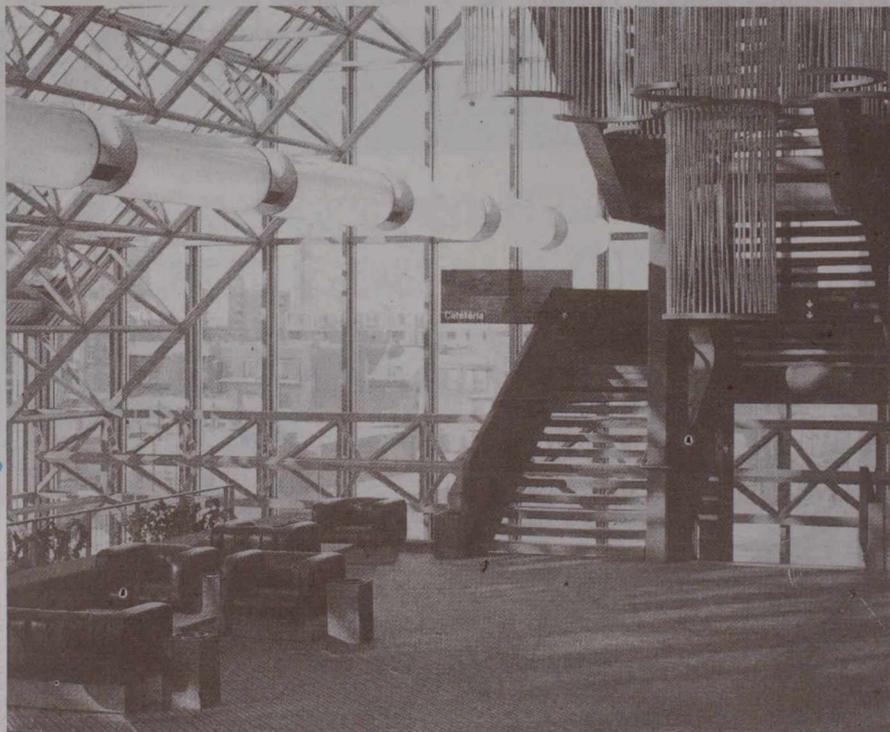
Le Canada a signé récemment avec le Burkina-Faso un protocole d'en-

tente relatif à une aide alimentaire d'une valeur de plus de 1,15 milliards de francs CFA. Cette importante somme d'argent permettra au Burkina-Faso d'acheter et de transporter environ 2.800 tonnes d'huile de colza, une denrée utilisée dans la cuisson de tous les jours. C'est Son Excellence, John P. Bell, ambassadeur du Canada en Côte-d'Ivoire et au Burkina-Faso, qui a signé à Abidjan, au mois de septembre dernier, le document au nom de son pays et cela, en présence de Son Excellence M. Frédéric Assomption Kossaga, ambassadeur du Burkina-Faso en Côte-d'Ivoire. Il faut signaler que le ministre des Relations extérieures et de la Coopération du Burkina-Faso, M. Basile Guissou, avait, au cours de ce même mois de septembre, apposé sa signature au bas de ce même document à Ouagadougou. Cette contribution du Canada illustre l'excellence des relations avec le Burkina-Faso.

## **Marché du logiciel '86**

La deuxième édition du MIM, Marché international du logiciel de Montréal, aura lieu les 12, 13 et 14 mai prochain au Palais des Congrès de Montréal.

Pour atteindre son but et offrir un véritable carrefour d'échanges mondial à ses participants, le Marché international du logiciel de Montréal, société privée, reçoit l'appui des ministères québécois et canadiens dévoués au développement des échanges internationaux, à l'import comme à l'export. Il offre une tribune privilégiée aux associations professionnelles, distributeurs, producteurs, acheteurs et services gouvernementaux de tous pays, désireux de découvrir de nouveaux marchés, de nouveaux produits et les nouvelles tendances vers lesquelles s'oriente la technologie du logiciel à l'échelle planétaire.



● La deuxième édition du MIM se tiendra au Palais des Congrès de Montréal, un complexe architectural d'avant-garde qui compose avec le verre et la verdure.

**Photo de couverture :** Vue de Vancouver, ville d'accueil d'Expo 86

La revue «Le Canada et l'Afrique» peut être obtenue gratuitement sur demande auprès de l'une des ambassades du Canada. Nos lecteurs sont invités à nous faire connaître leurs critiques sur le contenu de cette publication.

Rédacteur en chef : Mme Outi-Kaarina BADJI

Directeur de publication : Kenneth COOK

Imprimé aux N.I.S. Dakar, Route du Service Géographique - Hann